

REGLEMENT DE CONSULTATION

APPEL D'OFFRES OUVERT INTERNATIONAL SUR OFFRES DES PRIX N° 16/CS/2025

OBJET : ACHAT DE VEHICULES POUR PARC AUTO
-EN LOT UNIQUE-

Imputation Budgétaire

<i>Chapitre</i>	<i>Art/prog</i>	<i>Paragraphe</i>	<i>Ligne</i>	<i>Rubrique</i>

Appel d'offres ouvert international en vertu des dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe 1 de la section I et l'alinéa **b** du paragraphe 3 de l'article 19, du paragraphe 1 de l'article 20 et de l'alinéa **b** du paragraphe 3 de l'article 20 du décret n°2-22-431 Du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) relatif aux marchés publics.

SOMMAIRE

Article 01 : OBJET DU RÉGLEMENT DE LA CONSULTATION

Article 02 : MAITRE D'OUVRAGE .

Article 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Article 04 : COMPOSITION DE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Article 05 : LISTE DES PIÈCES JUSTIFIANT LES CAPACITÉS ET LES QUALITÉS DES CONCURRENTS
ET PIÈCES COMPLÉMENTAIRES

Article 06 : DEPOT DES PROSPECTUS

Article 07 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Article 08 : RÉPARTITION

Article 09 : MODE DE PASSATION

Article 10 : RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES

Article 11 : INFORMATION DES CONCURRENTS

Article 12 : DÉPÔT DES PLIS DES CONCURRENTS

Article 13 : PRÉFÉRENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE

Article 14 : CHOIX DE LA LANGUE

Article 15 : DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Article 16 : CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Article 17 : CRITERE D'APPRECIATION DES CAPACITES DES CONCURRENTS

Article 18 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES

Article 01 : OBJET DU RÉGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le présent règlement de la consultation concerne l'appel d'offres ouvert international sur offres des prix ayant pour objet : **Achat de véhicules pour Parc Auto -EN LOT UNIQUE-**

Il a été établi en vertu des dispositions de l'article 21 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret n° 2-22-431 précité. Toute disposition contraire au décret 2-22-431 précité est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 21 et des autres articles du décret n° 2-22-431 précité.

Article 02 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrages du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres ouvert international sur offres des prix est : le Président de la commune de salé

Article 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n°2-22-431 précité :

1-Peuvent valablement participer et être attributaire du présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement ; et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement des créances publiques ;
- Sont affiliées à la Caisse nationale de sécurité sociale ou à un autre régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes.
- Exercent l'une des activités en rapport avec l'objet du marché.

2- Ne sont pas admises à participer aux appels d'offres :

- les personnes en liquidation judiciaire ;
- les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- les personnes ayant fait l'objet d'une décision d'exclusion temporaire ou définitive prise conformément aux dispositions de l'article 152 du présent décret ;
- les personnes prévues à l'article 65 de la loi organique susvisée n° 113-14 pour les marchés passés par les communes ;
- les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans un même marché, lorsqu'il s'agit d'un marché en lot unique
- les prestataires de services ayant contribué à la préparation du dossier de l'appel d'offres concerné.

– les titulaires dont les marchés ont fait l'objet de résiliation pour une faute qui leur incombe au titre des marchés d'achèvement y afférents.

Article 04 : COMPOSITION DE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 22 du décret n° 2.22.431 précité, le dossier d'appel d'offres comprend :

- 1) Copies de l'avis d'appel d'offres (en arabe et en français) ;
- 2) Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales
- 3) Modèle du bordereau des prix détail estimatif ;
- 4) Le modèle de l'acte d'engagement ;
- 5) Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
- 6) Le présent règlement de la consultation (RC).

Article 05 : LISTE DES PIÈCES JUSTIFIANT LES CAPACITÉS ET LES QUALITÉS DES CONCURRENTS ET PIÈCES COMPLÉMENTAIRES

Conformément aux dispositions des articles 28 du décret 2-22-431 précité, Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier administratif et un dossier technique.

A - Un dossier administratif comprenant

1- Pour chaque concurrent au moment de la présentation des offres :

a) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :

- S'il s'agit d'un auto-entrepreneur ou d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
- S'il s'agit d'un représentant du concurrent, celui-ci doit présenter, selon le cas

✓ Une copie certifiée conforme de la procuration légalisée, lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;

✓ Un extrait des statuts de la société et/ou copie certifiée conforme à l'original du procès-verbal de l'organe compétent lui conférant le pouvoir d'agir au nom de cette société ;

✓ L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.

- S'il s'agit d'une coopérative ou d'une union de coopératives, la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom de la coopérative ou de l'union de coopératives

b) La déclaration sur l'honneur

c) La constitution du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu doit être effectuée d'une manière dématérialisée conformément aux dispositions de l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023)

relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics, le cas échéant

d) La convention constitutive du groupement prévue à l'article 150 du décret précité ou sa copie certifiée conforme, lorsque le concurrent est un groupement.

Conformément aux dispositions de l'article 150 du décret précité, en cas de groupement, le cautionnement provisoire et le cautionnement définitif peuvent être souscrits sous l'une des formes suivantes :

- a) Au nom collectif du groupement ;
- b) Par un ou plusieurs membres du groupement pour la totalité du cautionnement ;
- c) En partie par chaque membre du groupement de telle sorte que le montant du cautionnement soit souscrit en totalité.

2- Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 28 du Décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

- a) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu à l'article 27 du décret n°2-22-431 précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
- b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou par tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné ;
- c) Une copie du certificat d'immatriculation au registre de commerce (modèle 9) pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation au registre de commerce en vertu de la législation en vigueur ;

N.B : l'équivalent des attestations visées aux paragraphes a), b) et c) ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance, **pour les concurrents non installés au Maroc** . A défaut de délivrance de ces documents par les administrations ou les organismes compétents, ils sont remplacés par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que les documents précités ne sont pas produits.

La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

B- un dossier technique comprenant :

Pour les entreprises installées au Maroc et non installées au Maroc

Conformément aux dispositions du §1 B de l'article 28 du décret n° 2-22-431 du 8 mars 2023 relatif aux marchés publics, les concurrents doivent produire :

- Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a participées, avec précision de la qualité de sa participation.

Cas de l'établissement Public:

Conformément aux dispositions de l'article 28-II du décret n° 2-22-431 précité, lorsque le concurrent est **un établissement public**, il doit fournir :

1 – au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif, une copie du texte l'habilitant à exercer les missions en relation avec les prestations objet du marché.

2 – S'il est envisagé de lui attribuer le marché :

a) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu par l'article 27 du décret précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé. L'attestation précitée n'est exigée que des établissements publics soumis à l'impôt.

b) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné. La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

• ***Cas de la coopérative ou de l'union de coopératives :***

Conformément aux dispositions de l'article 28-III du décret n° 2-22-431 précité, Lorsque le concurrent est une coopérative ou une union de coopératives, il doit fournir :

1 – Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif, l'attestation d'immatriculation au registre local des coopératives.

2 – Et lorsqu'il est envisagé de lui attribuer le marché :

a) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu à l'article 27 du décret précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle la coopérative ou l'union de coopératives est imposée ;

b) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que la coopérative ou l'union de coopératives est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions de l'article 27 du décret précité.

La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus, sert de base pour l'appréciation de leur validité.

• ***Cas de l'auto-entrepreneur :***

Conformément aux dispositions de l'article 28-IV du décret n° 2-22-431 précité, lorsque le concurrent est un auto-entrepreneur, il doit fournir :

1 – Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif, l'attestation d'immatriculation au registre national de l'auto-entrepreneur ou sa copie certifiée conforme à l'original, délivrée depuis moins d'un an.

2 – Et lorsqu'il est envisagé de lui attribuer le marché, une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu à l'article 27 du décret précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle l'auto-entrepreneur est imposé. La date de production, au maître d'ouvrage, de cette pièce sert de base pour l'appréciation de sa validité.

C- une offre financière

Les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter, outre le CPS paraphé et signé, les pièces des dossiers administratif et technique une offre financière. L'offre financière comprend : **l'acte d'engagement** par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi en un seul exemplaire.

Cet acte d'engagement, signé par le concurrent ou son représentant dûment habilité, doit comporter l'ensemble des indications requises y compris le relevé d'identité bancaire (RIB). Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres,

En cas de discordance entre le montant libellé en chiffres et celui libellé en toutes lettres, il faut s'en tenir au montant écrit en toutes lettres.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du bordereau des prix-détail estimatif, le montant de ce dernier document est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 150 du présent décret, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement, soit seulement par le mandataire, si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché. L'acte d'engagement du groupement concerné doit également préciser le montant correspondant à la part revenant à chacun des membres dudit groupement

le BORDEREAUX DES PRIX- DETAIL ESTIMATIF pour le présent marché à prix unitaires dont le modèles figure dans le dossier d'appel d'offres. Les prix unitaires du bordereau des prix-détail estimatif doivent être libellés en chiffres.

NB : En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement et celui du bordereau des prix-détail estimatif le montant de ce dernier document prévaut pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

Article 06 : DEPOT DES PROSPECTUS

Conformément à l'article 37 du décret n° 2-22-431 précité, il est exigé de présenter les prospectus. Les prospectus sont mis dans un pli distinct et sont déposés au plus tard le jour ouvrable précédant la date fixée pour la séance d'ouverture des plis le **Lundi 15 Septembre 2025 à 16 : 30 Heures** contre délivrance du maître d'ouvrage d'un accusé de réception, ou remis séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres.

Les Prospectus doivent être déposés au bureau d'ordre central sis au siège de la Commune de Salé Place Chouhadaa (BabBouhaja) .

Ce plis doit être fermé et porter de façon apparente la mention : « PROSPECTUS »

Article 07 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 22 paragraphe 7 du décret n° 2-22-431 précité, des modifications peuvent être introduites dans le dossier d'appel d'offres. Ces modifications ne peuvent en aucun cas changer l'objet du marché.

Si des modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant téléchargé ledit dossier suffisamment à l'avance et à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité et au plus tard sept jours avant la date de la séance d'ouverture des plis.

Lorsque ces modifications nécessitent le report de la date d'ouverture prévue pour la réunion de la commission d'appel d'offres, ce report sera publié conformément aux dispositions du § 2 alinéa 1.2 de l'article 23 du décret n° 2-22-431 précité.

Article 08 : RÉPARTITION

Le présent appel d'offres concerne un marché lancé en –Lot Unique–

Article 09 : MODE DE PASSATION :

La présente prestation est passée par appel d'offres ouvert sur offres de prix conformément aux dispositions du décret n° 2-22-431 du 8 Mars 2023 relatif aux marchés publics.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret précité. Toute disposition contraire au règlement précité, est nulle et non avenue.

Article 10 : RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 35 du Décret n° 2-22-431 précité et de l'article 14 de l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hijja 1444 (23 juin 2023) et en application des dispositions de l'article 135 du décret précité n° 2-22-431 , tout plis déposé ou reçu électroniquement peut être retiré, par le concurrent, antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité et adressée au maître d'ouvrage. La date et l'heure du retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage sur le registre spécial visé à l'article 4 du présent décret.

Les concurrents ayant procédé au retrait de leurs plis peuvent, dans les conditions fixées à l'article 13 du Décret n° 2-22-431 précité, présenter de nouveaux plis.

.Article 11 : INFORMATION DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 25 du décret n° 2-22-431 du 8 Mars 2023, tout éclaircissement ou renseignement fournis par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier, sera communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents ayant téléchargé le dossier d'appel d'offres, par voie électronique conformément aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du budget n°1692-23 du 04 hijja 1444 (23 juin 2023)

Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent, dans le portail des marchés publics et communiqué aux membres de la commission d'appel d'offres.

Article 12 : DÉPÔT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 135 du Décret 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 Mars 2023), relatif aux marchés publics, Les concurrents doivent déposer leurs dossiers par voie électronique sur le portail des marchés publics (www.marchespublics.gov.ma), et ce conformément aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'Économie et des finances, chargé du budget no1692-23(23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et marchés publics.

Tout pli déposé peut être retiré par le concurrent antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Les informations relatives au retrait des plis sont enregistrées automatiquement sur le registre de dépôt des plis.

Article 13 : PRÉFÉRENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE

Conformément aux dispositions de l'article 147 du Décret n° 2-22-431 précité, le montant de l'offre financière présentée par le concurrent non installé au Maroc est :

- **Minoré** d'un pourcentage fixé à quinze pour cent (15%), lorsque le montant de cette offre est le plus proche par défaut du prix de référence et qu'il existe des offres présentées par des concurrents installés au Maroc inférieures à ce prix de référence ;
- **Majoré** d'un pourcentage fixé à quinze pour cent (15%), lorsque le montant de cette offre est le plus proche par excès du prix de référence, en cas d'absence d'offres inférieures à ce prix de référence ;
- **Majoré** d'un pourcentage fixé à quinze pour cent (15%), lorsque le montant de cette offre est le plus proche par défaut du prix de référence, dans le cas où les offres présentées par les concurrents installés au Maroc sont supérieures à ce prix de référence

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas au groupement, lorsqu'un ou plusieurs de ses membres sont installés au Maroc, à condition que la part qu'il détient ou qu'ils détiennent dans le groupement, telle qu'indiquée sur l'acte d'engagement, est égale ou supérieure à trente (30%) pour cent.

Article 14 : CHOIX DE LA LANGUE

Conformément aux dispositions de l'article 21 du Décret n°2-22-431 précité, la langue dont laquelle doivent être établies les pièces contenues dans les dossiers et les offres présentées par les concurrents est la langue française ou arabe. Les prospectus doivent être en langue française ou à défaut en langue anglaise à condition d'être accompagné d'une traduction en français des passages intéressant l'offre.

Article 15 : DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

En application de l'article 36 du décret n° 2-22-431 précité, Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante jours (60 J) qui commence à courir à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Toutefois, lorsque la commission d'appel d'offres considère qu'elle n'est pas en mesure d'effectuer son choix pendant le délai de validité des offres prévu à l'alinéa précédent, le maître d'ouvrage saisit les concurrents concernés, avant l'expiration de ce délai, par voie électronique, en vue de leur demander une prorogation du délai de validité des offres d'une durée supplémentaire qu'il fixe.

A cet effet, le maître d'ouvrage fixe aux concurrents concernés une date limite pour faire connaître leurs réponses.

Article 16 : CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

1- Contenu des dossiers des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 30 du décret n° 2-22-431 du 8 mars 2023 et l'arrêté n° 1692-23 du 4 hijja 1444(23 juin 2023), Chaque concurrent est tenu de présenter, **électroniquement** , outre le cahier des prescriptions spéciales et le règlement de consultation paraphés et signés avec la mention « lu et accepté », les pièces des dossiers administratif, technique et financière prévus à l'article 5 du présent règlement de consultation.

2- Présentation des dossiers des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 32 du Décret n° 2-22-431 précité, et conformément aux dispositions du chapitre IV de l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du budget n°1692-23 du 04 hijja 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatives aux marchés publics, le dossier présenté par chaque concurrent contient deux enveloppes électroniques distinctes :

a) La première enveloppe contient les pièces des dossiers administratif et technique, le cahier des prescriptions spéciales et le règlement de consultation paraphés et signés par le concurrent ou son représentant dûment habilité.

Le cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire doit être constituée par voie électronique.

b) La deuxième enveloppe contient les pièces de l'offre financière du soumissionnaire.

Conformément aux dispositions de l'article 12 de l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du budget n°1692-23 précité, chaque pièce doit être insérée, individuellement, dans l'enveloppe électronique la concernant et signée, électroniquement, par le concurrent ou la personne dûment habilitée à le représenter.

Conformément aux conditions d'utilisation du portail marocain des marchés publics, chaque document est signé, électroniquement, par le concurrent ou la personne dûment habilitée à le représenter, à l'exception des pièces dématérialisées.

Lorsqu'il s'agit d'un groupement, ces pièces sont signées soit par l'ensemble des membres du groupement soit uniquement par le mandataire conformément aux dispositions du paragraphe C) de l'article 150 du décret n° 2-22-431 précité.

Les plis des concurrents sont chiffrés par le portail des marchés publics avant leur dépôt par voie électronique selon les conditions d'utilisation du portail.

Article 17 : CRITERE D'APPRECIAION DES CAPACITES DES CONCURRENTS

La commission apprécie les capacités techniques et financières eu égard à la nature et l'importance des prestations objet du présent appel d'offre et au vu des éléments contenus dans le dossier administratif et technique de chaque concurrent.

A cet effet, il est précisé que l'activité du concurrent doit obligatoirement correspondre à la nature des prestations objet du présent appel d'offre.

La procédure de jugement des offres des concurrents comportera **3 phases** comme suit :

- Analyse des dossiers administratifs et techniques
- Analyse des prospectus
- Analyse des offres financières

1. Analyse des dossiers administratifs et techniques

L'évaluation des dossiers administratifs et techniques se fait conformément aux dispositions de l'article 39 du Décret n° 2-22-431 précité.

Cet examen préliminaire se matérialisera par l'une des trois conclusions suivantes :

- Acceptation de l'offre ;
- Acceptation de l'offre sous réserve ;
- Rejet de l'offre pour non-conformité aux dispositions du présent règlement de consultation (RC).

2. Analyse des prospectus

A l'issue de l'évaluation des dossiers administratifs et techniques, il sera procédé à l'examen des prospectus dans conditions prévues à l'article 40 du décret précité.

Les prospectus doivent être en langue française et bien présentés avec des intercalaires entre articles.

Seuls les concurrents présentant les équipements dont les caractéristiques techniques sont conformes aux spécifications demandées dans le CPS seront retenus.

3. Analyse des offres financières

L'ouverture des offres financières conformément à l'article 42 du décret n° 2-22-431 précité concerne les seuls candidats admis à l'issue de l'examen des dossiers administratifs, techniques et examen des prospectus.

La commission vérifie ensuite le résultat des opérations arithmétiques des offres financières des concurrents retenus. Elle rectifie s'il y a lieu les erreurs de calcul et rétablit les montants exacts des offres concernées.

La commission écarte selon les modalités et les conditions prévues dans l'article 44 du décret n° 2-22-431 précité, les offres financières jugées excessives et les offres financières jugées anormalement basses par rapport au montant de l'estimation établie par le maître d'ouvrage.

La commission détermine ensuite le prix de référence des offres financières des concurrents conformément aux dispositions de l'article 44 du décret n° 2-22-431 précité.

La commission procède ensuite au classement des offres des concurrents retenus, au regard du prix de référence déterminé et attribue le marché au concurrent dont l'offre financière est la mieux-disante par rapport au prix de référence, sous réserve de l'application des dispositions des articles 43 et 44 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics.

L'offre la mieux-disante, à proposer au maître d'ouvrage, est celle qui est la plus proche du prix de référence par défaut. En cas d'absence d'offres inférieures au prix de référence, l'offre la mieux-disante est celle qui est la plus proche par excès de ce prix.

Article 18 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 21 paragraphe 3 du décret n°2-22-431 précité la ou les monnaies convertibles dans lesquelles le prix de l'offre financière doit être exprimé, lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc.

Pour l'évaluation et la comparaison des offres, les montants des offres exprimées en monnaies étrangères doivent être convertis en dirhams.

Cette conversion s'effectue sur la base du cours de référence du dirham en vigueur, donné par Bank Al-Maghrib, le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis.

SIGNATURE

<p>Dresse Par :</p> <p>Le Chef de Service</p> <p> Abdelhak MACHOUAT Chef de Service des Moyens Communs</p> <p>Salé le.....</p> <p>RESPONSABLE DU PARC AUTO</p> <p></p> <p>Salé le.....</p>	<p>Le Président de la Commune de Salé</p> <p>  Omar SENTISSI Président de la Commune de Salé</p> <p>Salé le.....</p>
<p>Lu et accepté par L'Entrepreneur</p> <p>Salé le.....</p>	